

<http://gec.venissieux.org/PACTE-DE-COHERENCE-METROPOLITAIN-Manifestation-d-interet-suite-du-dossier>



PACTE DE COHERENCE METROPOLITAIN - Manifestation d'intérêt (suite du dossier)

- La lettre -
Date de mise en ligne : jeudi 21 avril 2016

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits réservés

Nous avons combattu la Loi Maptam au parlement parce qu'elle remet en cause le principe républicain d'unicité de traitement sur le territoire et affaiblit la commune, pourtant échelon central de la citoyenneté.

Nous n'avons pas versé dans le consensus que cherchaient à créer un Michel Mercier pressé de se débarrasser de ses compétences sociales, de son coûteux Musée des confluences et surtout de ses emprunts toxiques, et un Gérard Collomb qui rêvait de jouer dans la Cour des Grands avec une euro métropole.

La loi votée, nous nous sommes battus pour une Métropole des communes solidaires et notre groupe communiste, républicain et parti de gauche à la Métropole a largement participé aux groupes de travail, avec de nombreuses propositions d'amendements du Pacte Métropolitain. Ceux qui nous prédisaient le repli en sont pour leurs frais. Nous poussons tout ce qui permet à notre ville de prendre sa place de troisième ville de l'agglomération.

Par souci de l'intérêt général, notre ville s'est toujours montrée audacieuse dans l'intercommunalité, en privilégiant la meilleure réponse aux besoins des populations. Les exemples sont nombreux (Centre nautique intercommunal, Sival, Sitiv, participation au Sygerly) et nous le faisons encore aujourd'hui avec des projets comme Bizarre ou la Convention avec l'Opéra de Lyon. Quelques-unes des batailles des Vénissiens avec leurs élus ont été un plus pour l'agglomération, rappelons-nous la ligne D du Métro, l'hôpital des portes du sud, l'arrivée du tramway au pied des Minguettes, la reconstruction du cinéma Gérard Philipe...

C'est dans le même esprit que nous cherchons à travailler le plus précisément possible avec les services de la Métropole sur des compétences comme la propreté, des projets comme le PLUH ou le Puisoz.

La réalité efface un peu les grandes envolées qui ont précédé la naissance de la Métropole. Les dotations de l'Etat aux collectivités sont en berne, contrairement au CICE cadeau fiscal au patronat, et les besoins sociaux sont en hausse du fait de la poursuite par le gouvernement d'une politique d'austérité qui met les familles populaires en difficulté, notamment au travers des plans de licenciements, fermetures et délocalisations qui frappent les entreprises.

Notre ville en souffre, Carbone savoie, Bosch, peut-être la SMAC! il n'y aura pas de grands projets urbains sans s'attaquer à cette plaie des fermetures d'entreprises, des bas salaires et de la précarité.

Dans cette période difficile, nous ne sommes pas de ceux qui considèrent la Métropole comme une aubaine pour s'alléger de compétences de plus en plus difficiles à assumer ! Au contraire, nous voulons que la commune continue à jouer tout son rôle auprès des habitants et dans la Métropole. Concernant l'accueil, l'information et l'orientation de la demande sociale, tout ce qui peut faciliter et améliorer l'accueil des personnes en difficultés mérite d'être tenté. Contrairement à ce qui se raconte beaucoup, si les personnes en difficultés vont frapper à tant de portes, ce n'est pas tant parce qu'elles ne s'y retrouvent pas que parce que les solutions ne sont pas au rendez-vous.

Nous continuerons à nous battre du Parlement à la Métropole pour la construction de logements sociaux à loyers accessibles, pour l'interdiction des saisies et expulsions et l'ouverture de logements d'urgence, pour une meilleure prise en charge de la maladie d'Alzheimer et de la dépendance, pour l'ouverture de classes ULISS et Cliss afin qu'il n'y ait pas d'enfants sans affectation à la rentrée, pour un service public de la santé qui permette pour tous l'accès aux soins!

Marie-Christine BURRICAND - Conseillère Municipale